

BAROMÈTRE 2025

Data, IA et territoires : les chiffres-clés 2025

Depuis sa création en 2022, le baromètre annuel de l'Observatoire Data Publica s'est imposé comme une source de référence sur les pratiques des acteurs publics locaux en matière de données et d'intelligence artificielle. L'édition 2025 le confirme : les collectivités sont de plus en plus nombreuses à mettre la donnée et l'IA au service des politiques publiques de leur territoire.

Données : des usages variés et en progression

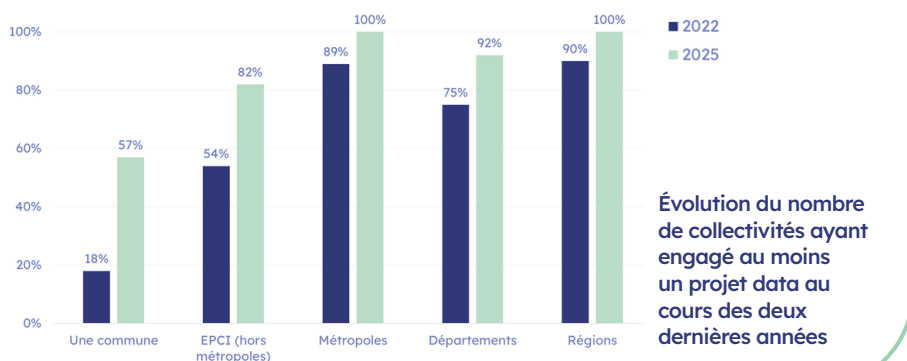
De plus en plus de collectivités utilisent la donnée, pour de plus en plus d'usages. **74% des collectivités de plus de 3 500 habitants utilisent la donnée pour piloter des politiques publiques, contre seulement 40% en 2022.** Les usages sont variés et ils progressent dans l'ensemble des domaines. La data sert d'abord à la gestion interne (69 % des collectivités de plus de 3 500

habitants ont déployé un cas d'usage dans ce domaine ou prévoient de le faire), aux politiques environnementales (66 %) et à la gestion de la mobilité (60 %). Cette année, les plus fortes progressions concernent l'aménagement du territoire (57%) et le développement économique (52%). Si la smart city est passée de mode, les usages de la data pour les fonctions urbaines (gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets, mobilité) continuent à se développer.

L'Observatoire Data Publica est une organisation à but non lucratif qui contribue à une meilleure connaissance des usages de la donnée et de l'intelligence artificielle au service de missions d'intérêt général. Chaque année, l'Observatoire produit un baromètre dédié au monde territorial. Sa réalisation bénéficie en 2025 du soutien de la Banque des Territoires, du groupe La Poste, d'Orange et d'un partenariat avec La Gazette des communes. Un sondage auprès des Français, réalisé par Ipsos-BVA, vient compléter le baromètre.

Données : toutes les collectivités concernées !

Depuis la première édition du baromètre en 2022, l'utilisation des données a progressé dans l'ensemble des collectivités. 100% des régions et métropoles sont maintenant concernées, de même que 92% des départements. Les communes s'engagent aussi fortement : la moyenne passe de 18% à 57%. Plus spectaculaire encore : le pourcentage de communes de moins de 3 500 habitants ayant engagé au moins un projet data passe de 6% à 49% en 3 ans.



Une étude réalisée par l'Observatoire Data Publica avec le concours de

La montée en maturité se poursuit

En 2025, les collectivités ont été invitées à auto-évaluer leur maturité en matière d'utilisation des données. Pour beaucoup (50%), le chemin à parcourir reste long : quelques usages existent mais ils restent ponctuels ou expérimentaux. Mais plus d'un quart des collectivités (26%) considèrent que leur collectivité est avancée et que les données sont dorénavant mobilisées dans plusieurs politiques ou services. Les métropoles et les régions sont les plus matures en matière de data : 60% se déclarent avancées ou très avancées.

La montée en maturité se traduit par des initiatives en termes de gestion stratégique, d'organisation et d'acculturation. Près de la moitié des collectivités (50% des collectivités de plus de 3 500 habitants) ont déjà adopté ou prévoient d'adopter un cadre stratégique fixant des priorités en matière de gestion des données. Ce cadre peut prendre plusieurs

73%

des directions générales sont impliquées dans la gestion des données, contre seulement **53% en 2022**.

formes selon les collectivités : réalisation d'un guide ou schéma de la donnée diffusé en interne, volet data d'un schéma d'aménagement numérique ou, plus rarement, stratégie adoptée par les instances de la collectivité et rendue publique. La data est un sujet traité au plus haut niveau dans les collectivités : **en 2025, près de 73% des directions générales sont ainsi impliquées à des degrés divers dans la gestion des données, contre seulement 53% en 2022**.

Logiquement, le niveau d'acculturation progresse au sein de toutes les collectivités : 61% des

collectivités de plus de 3 500 habitants déclarent ainsi que le niveau est bon ou correct ; elles n'étaient que 41% au lancement du baromètre en 2022.

Confiance et usage des données : qu'en pensent les Français ?

Mal informés et peu confiants, les Français ? Seulement 36% d'entre eux, interrogés par l'institut Ipsos pour l'Observatoire Data Publica, considèrent que l'usage croissant des données constitue une bonne chose pour l'évolution de la société (ils étaient plus nombreux en 2022). 31% se déclarent bien informés sur l'utilisation de leurs données par les acteurs publics, contre 41% il y a 3 ans. Les acteurs publics locaux disposent toutefois d'un socle de confiance qui reste relativement stable et solide : **64% des Français font confiance à leur commune ou intercommunalité pour gérer et utiliser les données**. C'est beaucoup mieux que l'État (45%) ou que l'ensemble des acteurs privés. Les géants du numérique qui gèrent les réseaux sociaux suscitent une méfiance générale : seuls 13% des Français leur font confiance...

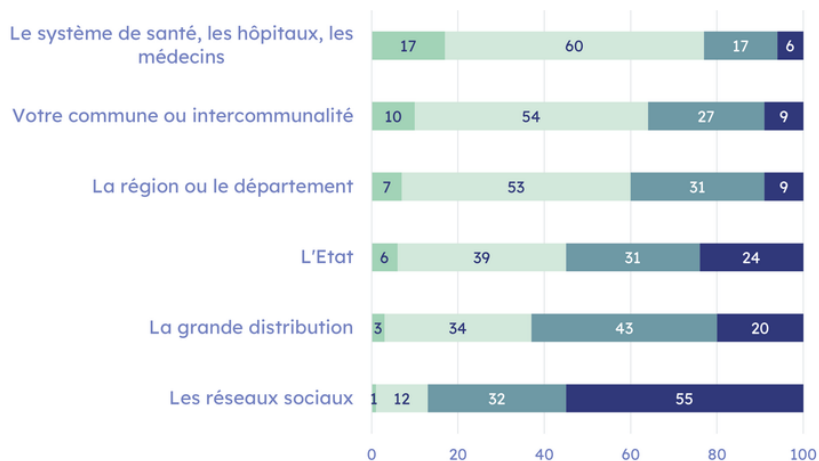
Intelligence artificielle : le grand boum se poursuit

L'engouement des collectivités territoriales pour l'IA constaté dans l'enquête 2024 ne faiblit pas, bien au contraire. En 2025, **trois collectivités sur quatre (77% des collectivités de plus de 3 500 habitants) ont déjà engagé un projet IA ou s'approprient à le faire**. Si les grandes collectivités (métropoles et régions) sont en pointe, le mouvement touche tous les niveaux de collectivités. Ainsi, 35% des communes de 3 500 à 10 000 habitants ont déjà expérimenté l'IA et 29% souhaitent le faire au cours de l'année à venir.

Priorité aux usages internes et à la relation aux usagers ? Les domaines dans lesquels l'IA est déployée en 2025 ne sont plus tout à fait ceux des débuts en 2024.

Les Français font plutôt confiance à leurs collectivités pour la gestion des données

L'effet proximité joue à plein : parmi les acteurs du secteur public, ce sont d'abord aux collectivités de proximité que les Français font confiance (leur commune, leur intercommunalité) davantage qu'à l'État.

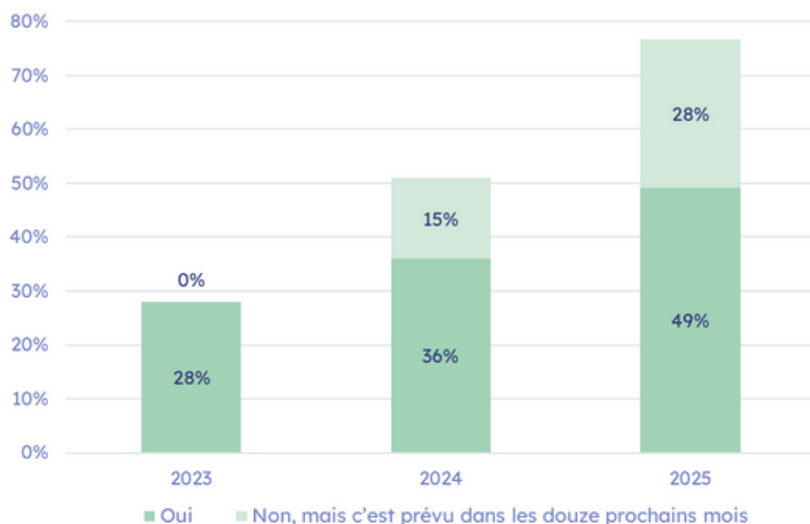


Niveau de confiance des Français sur la gestion et l'utilisation des données selon les acteurs (retraitement Observatoire Data Publica à partir du sondage Ipsos-BVA)

■ Tout à fait confiance
■ Assez confiance
■ Assez peu confiance
■ Pas confiance du tout

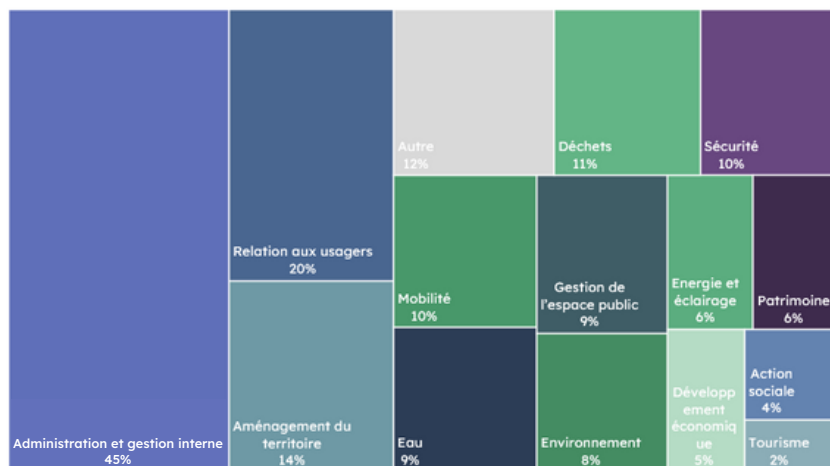
L'engouement des collectivités pour l'IA ne faiblit pas

En 2025, près d'une collectivité sur deux expérimente déjà l'intelligence artificielle. Les intentions affichées l'an dernier se sont concrétisées. Si l'on en croit les intentions exprimées par les collectivités pour l'année à venir, trois collectivités sur quatre auront expérimenté l'IA, sous une forme ou une autre, d'ici 2026.



Pourcentage de collectivités ayant engagé ou prévoyant d'engager un projet IA dans les 12 mois (total hors communes de moins de 3 500 habitants)

En termes d'usages, l'administration et la gestion interne ainsi que la relation usagers se taillent la part du lion, avec un point commun : ils ont recours à l'IA générative.



Domaines dans lesquels des projets ayant recours à de l'IA sont en cours en 2025

L'IA pour l'administration et la gestion interne connaît une forte progression : 45% des collectivités ayant engagé ou prévoyant d'engager un projet IA déclarent des usages en lien avec cette thématique (contre seulement 29% en 2024).

Et 37% supplémentaires souhaitent expérimenter l'IA dans ce domaine au cours des 12 prochains mois. L'IA est aussi utilisée pour traiter les demandes des administrés, fournir des réponses personnalisées ou encore développer l'accueil.

L'IA générative en forte croissance

Les collectivités plébiscitent l'IA générative. **84% des collectivités qui expérimentent l'IA déclarent utiliser l'IA générative, contre seulement 52% il y a un an** ; une progression inédite depuis le lancement du baromètre. L'IA générative est perçue comme facile d'accès et peu coûteuse, elle est utilisée par toutes les tailles de collectivités même les plus petites (89% des communes qui expérimentent l'IA ont recours à l'IA générative). La place dominante de l'IA générative se traduit aussi dans la progression des usages liés à l'administration et la gestion interne. A l'inverse, la part des IA prédictives (par exemple pour la gestion de l'eau ou des énergies) régresse par rapport à 2024, passant de 51% à 39%. Ces systèmes d'IA, qui mobilisent plus de ressources et de compétences pour être déployés, semblent plutôt réservées aux métropoles et aux régions.

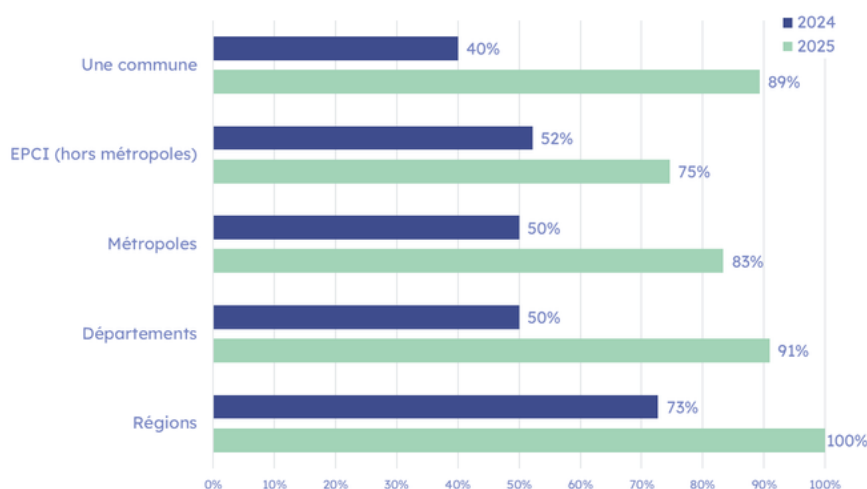
Les obstacles restent nombreux

En 2025, les collectivités testent et expérimentent l'IA. Elles apprennent et développent des savoir-faire. Elles s'inquiètent néanmoins des compétences à mobiliser (66% des collectivités qui n'ont pas débuté de projets IA considèrent ce point comme un obstacle majeur). Elles s'inquiètent aussi d'un manque de formations disponibles pour 38% d'entre-elles. On notera que ce chiffre tombe à 16% pour les collectivités qui ont débuté, et très certainement trouvé les formations utiles.

Mais les collectivités qui ont franchi les premiers pas découvrent de nouveaux obstacles et tout particulièrement les enjeux d'orchestration et d'accès aux données. **Souvent sous-estimée en phase de test, la nécessité de disposer de données de qualité est même le premier obstacle au déploiement effectif des projets pour 50% des collectivités !**

L'IA générative progresse partout

L'IA générative progresse dans l'ensemble des collectivités et en particulier dans les communes (passant de 40% parmi les communes qui expérimentent l'IA en 2024 à 89% cette année) et les départements (de 50% en 2024 à 91% en 2025). Fait remarquable : **aucun type de collectivités n'est en dessous de la barre des 75% en 2025 !**



Evolution des usages de l'IA générative pour les projets et expérimentations d'IA

L'enquête auprès des collectivités a été conduite entre mai et juillet 2025 auprès d'un échantillon de 292 collectivités et établissements publics locaux. Le sondage Ipsos-BVA pour l'Observatoire Data Publica "La perception des Français de la gestion des données et de l'utilisation de l'IA par le service public" a été réalisé par Internet du 17 au 23 juillet auprès de 1 000 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

L'enquête 2025 a été pilotée par Simon Chignard (président de l'Observatoire Data Publica) avec les contributions de Clément Mandron, Sarah Bourgouin (Dataactivist) et Jeanne Chicote-Navas (Civiteo).

Les résultats complets sont disponibles sur le site de l'Observatoire Data Publica : <https://observatoire.data-publica.eu/>
Contact : contact@data-publica.eu

Les Français et l'IA : entre craintes, risques et opportunités

La place de l'IA dans notre société est un sujet qui inquiète. **51% des Français déclarent ressentir des sentiments négatifs** (de l'inquiétude, voire du rejet) contre 39% des sentiments positifs (principalement de la curiosité et parfois de l'enthousiasme). Les Français se considèrent mal informés sur l'IA. Une alerte : **86% des Français se disent plutôt mal ou très mal informés de la manière dont le secteur public utilise l'IA.** Parmi les craintes exprimées : le risque de dépendance et de perte de contrôle. 85% des Français pensent que l'humain risque de devenir dépendant de l'IA pour résoudre des problèmes complexes et 79% qu'il existe un risque que l'IA échappe au contrôle humain.

Malgré cette perception négative, les Français partagent l'idée que l'IA pourrait avoir un rôle utile pour le service public. Ils ont le sentiment que l'IA va jouer un rôle essentiel ou important dans les années à venir dans différents domaines : gestion de l'énergie, de l'eau, des transports notamment. Ils mettent

particulièrement en avant deux avantages que pourrait avoir l'utilisation de l'IA par le service public : **l'amélioration de la qualité du service (43%)** et les économies budgétaires (42%).

Les Français souhaitent un contrôle de l'usage de l'IA par le service public

Les Français veulent des garanties et un contrôle des usages de l'IA. 94% estiment ainsi essentiel ou important l'élaboration de règles pour encadrer l'usage de l'IA par les agents du service public. 93% souhaitent des contrôles par un organisme indépendant. Et le contrôle doit primer sur la recherche à tout prix de l'efficacité : **86% des personnes interrogées déclarent que le service public doit en priorité garder le contrôle des IA, quitte à en limiter les bénéfices et les retombées.**

Souveraineté numérique : un enjeu qui interpelle

La souveraineté numérique est un sujet majeur en 2025, géopolitique oblige. Si les enjeux nationaux et internationaux semblent évidents, comment le sujet est-il appréhendé par les services publics locaux ? **62% des collectivités de plus de 3 500 habitants se préoccupent de souveraineté numérique.** 22% déclarent que le sujet est connu et intégré dans les choix stratégiques et 40% que le sujet est connu même si encore peu intégré dans les décisions concrètes. On note toutefois des disparités importantes : si 58% des métropoles ont fait de la souveraineté une priorité stratégique, cela ne concerne que 39% des régions. Et 76% des communes de moins de 3 500 habitants déclarent que la souveraineté est un sujet encore peu connu et peu discuté en interne.

Au premier rang des enjeux de souveraineté figure la protection des données. **Plus de 8 collectivités de plus de 3 500 habitants sur 10 (82%) priorisent dans leurs choix d'outils numériques la localisation des données en France et en Europe.**